

TITRE PROFESSIONNEL DU MINISTÈRE CHARGÉ DE L'EMPLOI

CONDUCTEUR(TRICE) DU TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS

Le titre professionnel de : CONDUCTEUR(TRICE) DU TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS¹ niveau V (code NSF : 311 u) se compose d'une seule unité constitutive, comportant les compétences nécessaires à sa réalisation.

Le (la) conducteur(trice) du transport routier interurbain de voyageurs conduit un autocar d'une capacité supérieure à neuf places (y compris le conducteur) afin d'assurer le transport interurbain de personnes dans des conditions optimales de sécurité, de confort et de service à la clientèle. Il (elle) satisfait aux engagements contractuels de l'entreprise en matière de transport de personnes.

Il (elle) prépare le transport qu'il(elle) devra réaliser, il (elle) vérifie le véhicule et ses équipements, il (elle) prend les consignes auprès du service exploitation, renseigne ou vérifie les documents nécessaires à la réalisation du transport de voyageurs. Il (elle) réalise son activité sur des itinéraires préétablis qui comportent des points de prise en charge et de dépose de la clientèle. Il s'agit essentiellement de desserte de lignes régulières, voire de services occasionnels. Il (elle) peut être affecté(e) à des services scolaires, des navettes ou des transports à la demande.

Il (elle) assure une prestation de transport dans le respect des réglementations, adopte une conduite économique et un comportement éco-citoyen. Tout au long de son activité, il (elle) représente l'entreprise auprès des autres usagers et il (elle) est un vecteur commercial essentiel vis-à-vis des clients.

Pendant et à l'issue de chaque prestation, il (elle) doit faire face aux aléas et en rendre compte systématiquement au service concerné. Il (elle) vérifie la pertinence des consignes reçues au regard des réglementations applicables. En cas de danger imminent, il (elle) prend les mesures de sécurité visant à préserver l'intégrité des personnes, de leurs biens et du matériel. Il (elle) est le garant du bon déroulement du transport et de l'ambiance qui règne dans le véhicule pendant la prestation. En cas d'infraction de son fait, sa responsabilité civile ou pénale peut être mise en jeu.

En interne à l'entreprise, il (elle) collabore et échange avec le service d'exploitation. Il (elle) fréquente ponctuellement les collègues conducteurs ou collaborateurs de l'entreprise tels que les contrôleurs et éventuellement les personnels du service de maintenance. Il (elle) peut être en contact avec un responsable de groupe, guide ou organisateur de voyage dans le cadre d'un service occasionnel. Il (elle) a aussi pour interlocuteur les forces de l'ordre, les services des douanes et les services de secours.

Cet emploi s'exerce sur la voie publique et fait constamment appel à la sécurité, en circulation mais aussi à l'arrêt, lors de la montée et de la descente des clients, en cas de panne, d'incident ou d'accident.

Il (elle) est amené(e) à exercer son métier de jour comme de nuit, dans des conditions météorologiques parfois difficiles. L'activité peut s'exercer la semaine, le week-end et les jours fériés. Le service peut être établi en une ou plusieurs vacations au cours d'une journée. Il (elle) peut également avoir à transporter des personnes à mobilité réduite auxquelles il convient de faciliter l'accès notamment à la montée et à la descente. Le contexte d'exercice du métier peut être facteur de stress. L'exercice de l'emploi de conducteur interurbain requiert une bonne condition physique ainsi qu'une présentation personnelle correcte. Selon l'organisation en place au sein de l'entreprise et les exigences du service à réaliser, il (elle) peut être amené(e) à effectuer une prise de service dépostée (dans un autre lieu que l'entreprise, tel que son domicile).

■ REALISER EN SECURITE UN TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE PERSONNES AVEC UN VEHICULE DE TRANSPORT EN COMMUN DE PLUS DE NEUF PLACES ASSISES

- Effectuer les contrôles de sécurité avant, pendant et après le transport routier interurbain de voyageurs.
- Conduire en sécurité de façon écologique et économique tout type de véhicule de transport routier interurbain de voyageurs, assurer la sécurité et le confort de la clientèle.
- Appliquer les consignes d'exploitation et préparer un transport routier interurbain de voyageurs.
- Assurer les prestations commerciales de l'entreprise dans le cadre du transport routier interurbain de voyageurs.
- Prévenir les risques et mettre en œuvre les dispositions nécessaires en cas de situations difficiles, incident ou accident dans le cadre du transport routier interurbain de voyageurs.
- Détecter, décrire les dysfonctionnements de tout type de véhicule du transport routier interurbain de voyageurs et effectuer une intervention mineure.

■ CCS - REALISER UN TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS DANS LE CADRE D'UN VOYAGE TOURISTIQUE

Code TP – 00071

référence du titre : **CONDUCTEUR(TRICE) DU TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS¹**

Information source : référentiel du titre : CTRIV

¹ce titre a été créé par arrêté du 15 juillet 2004 (JO modificatif du 3 avril 2013)

Emploi métier de rattachement suivant la nomenclature du ROME : N 4103-Conducteur de transport en commun du réseau routier

MODALITES D'OBTENTION DU TITRE PROFESSIONNEL²

1 – Pour un candidat issu d'un parcours continu de formation

A l'issue d'un parcours continu de formation correspondant au titre visé, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels sur la base des éléments suivants :

- les résultats aux évaluations réalisées en cours de formation ;
- un Dossier de Synthèse de Pratique Professionnelle (DSPP) qui décrit, par activité type en lien avec le titre visé, sa propre pratique professionnelle valorisant ainsi son expérience et les compétences acquises ;
- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée appelée « épreuve de synthèse » ;
- un entretien avec le jury.

2 – Pour un candidat à la VAE

Le candidat constitue un dossier de demande de Validation des Acquis de son Expérience professionnelle justifiant, en tant que salarié ou bénévole, d'une expérience professionnelle de trois ans en rapport avec le titre visé.

Il reçoit, de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), une notification de recevabilité lui permettant de s'inscrire à une session de validation du titre.

Lors de cette session, le candidat est évalué par un jury de professionnels sur la base des éléments suivants :

- un Dossier de Synthèse de Pratique Professionnelle (DSPP) qui décrit, par activité type en lien avec le titre visé, sa propre pratique professionnelle valorisant ainsi les compétences acquises ;
- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée appelée « épreuve de synthèse » ;
- un entretien avec le jury.

3 – Spécificités du titre professionnel CTRIV

Ce titre professionnel autorise la délivrance de la catégorie D du permis de conduire et de la carte de qualification de conducteur (CQC), sous réserve d'avoir suivi une formation d'une durée globale minimale de 385 heures, comprenant 32 heures d'utilisation du véhicule dont 20 heures de conduite individuelle.

L'ensemble des conditions requises pour l'obtention du titre professionnel CTRIV est énoncé au référentiel de certification.

MODALITES D'OBTENTION D'UN CERTIFICAT COMPLEMENTAIRE DE SPECIALISATION (CCS)²

Un candidat peut préparer un CCS s'il est déjà titulaire du Titre Professionnel auquel le CCS est associé.

Un CCS peut être préparé à la suite d'un parcours de formation ou par la validation des acquis de l'expérience (VAE). Le candidat est évalué par un jury de professionnels sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée correspondant au CCS,
- un entretien.

PARCHEMIN ET LIVRET DE CERTIFICATION

Un **parcours** est attribué au candidat ayant obtenu le **titre** complet ou le **CCS**.

Ce document est délivré par l'Unité Territoriale de la DIRECCTE.

² Le système de certification du ministère chargé de l'emploi est régi par les textes suivants :

- Code de l'éducation notamment les articles L. 335-5, L. 335-6 et R. 335-13 et R. 338-2
- Arrêté du 09 mars 2006 (JO du 08 avril 2006) et Arrêté modificatif du 06 mars 2009 (JO du 14 mars 2009) relatifs aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi
- Arrêté du 08 décembre 2008 (JO du 16 décembre 2008) et Arrêté modificatif du 10 mars 2009 (JO du 19 mars 2009) portant règlement des sessions de validation pour l'obtention du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi